Création de l'Office National des Anciens Combattants, Militaires et Victimes de Guerre : Le CNT adopte un projet de loi

MALI

1796

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 01 JUILLET 2025

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Choguel Kokalla Maïga

Le baroud d'honneur d'un mégot vidé



Déclaration de Séville : L'Afrique demande des actes, pas des promesses



Refondation au Niger : L'AES affiche son unité autour du Conseil Consultatif


Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »
APPEL GRATUIT
80001120
80001122
+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75
STOP A L'INSECURITE
F A Ma
FORCES ARMEES MALIENNES
HALTE AU
TERRORISME
AU MALI

Sommaire «







Une /

Choguel Kokalla Maïga : Le baroud d'honneur d'un mégot vidé — P.4

Brèves /

Création de l'Office National des Anciens Combattants, Militaires et Victimes de Guerre : Le CNT adopte un projet de loi — P.9
Élection de Hamadou Fall Dianka au CREDAF : Kinshasa — P.10
Niger : Les Présidents des Conseils de Transition des pays de l'AES par le président Tiani — P.10
Formation professionnelle des jeunes au Mali : Lancement du projet "Chinfinw Ka Baara Sira" — P.11
INPS : Formation de la Fédération Régionale des Associations de Retraités de Sikasso par la Direction Régionale — P.11

Actualité /

Reprise en main des mines d'or : L'affirmation de la souveraineté économique — P.13
Baccalauréat Malien 2025 : Aucune information de fuite de sujets, de fraude et de falsification ! — P.16
Plaidoyer contre les drogues au Mali : Les jeunes s'engagent pour une riposte collective et durable — P.18

Politique /

Déclaration de Séville : L'Afrique demande des actes, pas des promesses — P.21
Refondation au Niger : L'AES affiche son unité autour du Conseil Consultatif — P.22

Culture & société /

Musique : Polémique autour de l'annulation du concert d'IBA ONE au Zénith de Paris — P.25

International /

28e anniversaire du retour de Hong Kong dans la mère patrie : Entre intégration réussie et ouverture au monde — P.26
La véritable crise de la fécondité : Un rapport alarmant de l'UNFPA sur l'état de la population mondiale en 2025 — P.28

Sport /

Coupe du Monde de basketball U-19 : Les jeunes talents maliens brillent lors de leur première victoire — P.30

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko



Choguel Kokalla Maïga
Le baroud d'honneur d'un mégot vidé

A l'écoute et à la lecture des commentaires sur la sortie de l'ancien Premier ministre de Transition, une seule idée vient en tête : Choguel Kokalla Maiga a perdu une belle occasion de se taire. Après toue la logorrhée verbale sans effet dont il a abreuvé le Mali, une seule chose peut-être, pourrait encore miraculeusement le grandir : le silence.

Sa « contribution », n'est autre chose que l'hôpital qui se moque de la charité. Mais c'est aussi « un cadavre qui veut participer à des réjouissances post-mortem ».

La dernière tribune de l'ancien Premier ministre de la transition, Dr Choguel Kokalla Maïga, publiée ces derniers jours, frappe par sa longueur, son ton dramatique et son ambition manifeste : réémerger politiquement en se positionnant comme la conscience du Mali. Mais au-delà de l'emphase et des slogans creux, se dessine un constat sans appel : le crépuscule d'un homme politique dont le capital moral s'est depuis longtemps érodé.

Dans un texte fleuve de plusieurs pages qui n'est en définitive qu'une tribune à charge, mais en décalage, l'ancien Premier ministre, visiblement aigri d'avoir été mis à l'écart, tente d'opposer la transition qu'il prétend avoir portée à celle qui est aujourd'hui en place. Il évoque avec nostalgie « l'espoir malien », l'élan du M5-RFP, les ANR et la nouvelle Constitution — autant d'acquis dont il cherche aujourd'hui à s'attribuer seul le mérite. Mais ce plaidoyer autocentré tombe à plat dans un Mali fatigué des promesses, des postures victimaire et des querelles d'égos.

Alors qu'il appelle à « répondre à l'appel du Mali », c'est surtout à lui-même qu'il répond : à l'appel d'un orgueil blessé, d'un homme qui peine à admettre que le train de l'Histoire l'a laissé en gare.

Le paradoxe Choguel est celui d'un architecte qui se mue en détracteur de la transition. En effet, il est pour le moins curieux que celui qui fut l'un des artisans du processus de refondation qu'il encense dans un paragraphe, devienne dans le paragraphe suivant son plus sévère accusateur. Cette incohérence majeure interroge sur la sincérité de la démarche.

Durant son passage à la Primature, Choguel Maïga a eu tout le pouvoir nécessaire pour incarner une rupture exemplaire. Il disposait du soutien des Forces armées, de l'opinion publique et d'un contexte favorable à des réformes de fond. Qu'en a-t-il fait ? Des discours enflammés, des attaques contre les puissances étrangères, des envolées souverainistes, certes, mais peu de résultats concrets sur les priorités nationales : lutte contre la corruption, baisse du coût de la vie, gouvernance locale, justice indépendante.

Et aujourd'hui, alors qu'il a perdu la main, le voici en donneur de leçons, peignant un tableau apocalyptique de la situation actuelle, oubliant que ses propres échecs nourrissent les désillusions qu'il dénonce.

La stratégie de réhabilitation de Choguel sonne faux et sa tribune apparaît comme une opération désespérée de réhabilitation politique. À défaut de pouvoir exister par une action politique actuelle ou un projet d'avenir, il tente d'exister par le verbe, par la dénonciation et la critique frontale des autorités de transition. Mais qui peut encore croire à sa posture d'opposant désintéressé ? Qui peut croire à sa sincérité, alors même que nombre de ses anciens alliés au M5-RFP l'ont désavoué, fatigués par ses manœuvres solitaires et sa gestion personnalisée du pouvoir ? Qui peut oublier son silence complice face à certaines dérives lorsqu'il était aux commandes ?

En réalité, le peuple malien n'a pas la mémoire courte. Il sait que Choguel Maïga a incarné, durant de longs mois, les mêmes travers qu'il dénonce aujourd'hui : la personnalisation du pouvoir, le mépris de certains acteurs politiques, la gestion verticale et l'absence d'écoute.



Choguel Maiga, en vérité, est devenu un homme du passé ; il n'y a plus d'avenir pour lui. Car la grandeur d'un homme politique se mesure à sa capacité à se remettre en cause, à passer le témoin, à laisser place aux idées neuves et aux générations montantes. Mais Choguel Maïga semble incapable d'abandonner le costume du sauveur solitaire.

Son appel « à la vertu, à la gouvernance exemplaire, à la résistance face aux puissances étrangères » sonne comme un discours recyclé, vidé de son essence par les contradictions de son parcours. L'homme qui disait vouloir « rompre avec les pratiques du passé » s'est retrouvé piégé dans les logiques d'exclusion, de division et de rigidité qui caractérisent justement l'ancien système politique.

Aujourd'hui, son isolement est total. Sa voix porte peu. Ses invectives n'émeuvent plus. Le soutien populaire qu'il invoque n'existe que dans ses souvenirs. Et sa renaissance politique apparaît improbable, tant son image est associée à l'échec des illusions de 2021.

Et surtout le besoin d'unité, du Mali et non de revanche personnelle ne saurait faire aucune place à Choguel Maiga qui, au lieu de s'ériger en tribun solitaire, devrait accepter avec dignité sa sortie du jeu politique central. Le Mali n'a plus besoin de prophètes de malheur ni de fauteurs de divisions. Il a besoin d'union nationale, de reconstruction dans le calme, de projets concrets et non de querelles d'anciens Premiers ministres frustrés.

Le peuple malien attend des réponses, pas des monologues historiques. Il veut des résultats tangibles, pas des récits héroïques à sens unique. Il exige de la sobriété dans l'action, non des logorrhées nostalgico-moralisantes.

Répondre à l'appel du Mali, ce n'est pas parler plus fort que les autres. C'est écouter le peuple, agir dans l'intérêt général, et savoir quand s'effacer.

Moctar Sow



Koureichy Cisse



C'est impossible de lire ce que Choguel a publié en 13 minutes mais son poste est déjà partagé 15 fois.
Des opinions préconçues. Des pour aveugles et des contre sauvages.
On ne lit même pas. La position est déjà prise.
Pauvres nous !



Ammy Baba Cisse



Selon des indiscrétions de Bassaro Haidara , l'adepte de Moussa Naby Diakité , Oumar Traore , est désormais nommé comme Directeur des Programmes délégué à Joliba TV News. Bonne chance au bandit et félicitations.



Joliba TV.News

Bienvenue à Bourama Sanogo dans la grande famille de Joliba TV News !
C'est avec enthousiasme que nous annonçons l'arrivée de Bourama Sanogo au sein de notre équipe en langues nationales, plus particulièrement en bamanankan.
Très expérimenté, Bourama prend désormais les commandes de deux de nos émissions emblématiques :
KOUNAFONI GAFEW – la revue de presse en bamanankan
JAMA KO DI – l'émission de débat citoyen en langues nationales
Il succède à Amadou Diallo, que nous remercions chaleureusement pour 7 années de dévouement, d'engagement et de professionnalisme. Nous lui souhaitons plein succès dans ses nouvelles fonctions.
Qui est Bourama Sanogo ?
Né à Missira-Bamako, il grandit à Dialakorodji, où il obtient son DEF. Très tôt, poussé par un fort sens de responsabilité familiale, il débute sa carrière à la radio communautaire La Voix du Plateau.
Francophone et bamanakanophone, sa passion pour la radio l'a ensuite conduit dans plusieurs stations de renom : RFM, Énergie, Dambe, Patriote, Siguida Kunkan, Rabwah, Africa FM et Noor FM.
Ensemble, souhaitons-lui la bienvenue dans cette nouvelle aventure à Joliba TV News !
#JolibaTVNews #languesnationales #Bamanankan #nouveauxvisages #RevueDePresse #DébatCitoyen



Koureichy Cisse



Si l'année suit la position de la première lune islamique de l'année, ce serait une année de grande paix.
Les Peulhs appellent cette position de calebasse inclinée (youpi bachi) (renverser la violence).
Psychiquement la lune a une très forte influente sur la psychologie émotionnelle de l'homme.
Une semaine avant la pleine et une semaine après la pleine (15ème nuit de la lune), la lune intensifie tout chez l'homme en son psyché.
Les lobbies le savent et les attaques et les guerres pour les intensifier sont toutes déclenchées en ces périodes lunaires.
Si l'année suit cette logique lunaire avec Trump (pas trop en faveur de l'économie de la guerre), le monde pourrait connaître une stabilité et une pause dans les conflits.
Mais plus on avance plus la lune change de position et donc, ça reste une simple probabilité !
Koureichy Cissé journaliste apprenti analyste en psychologie collective patron de Boureima Soulo



Aichatou Sanogo



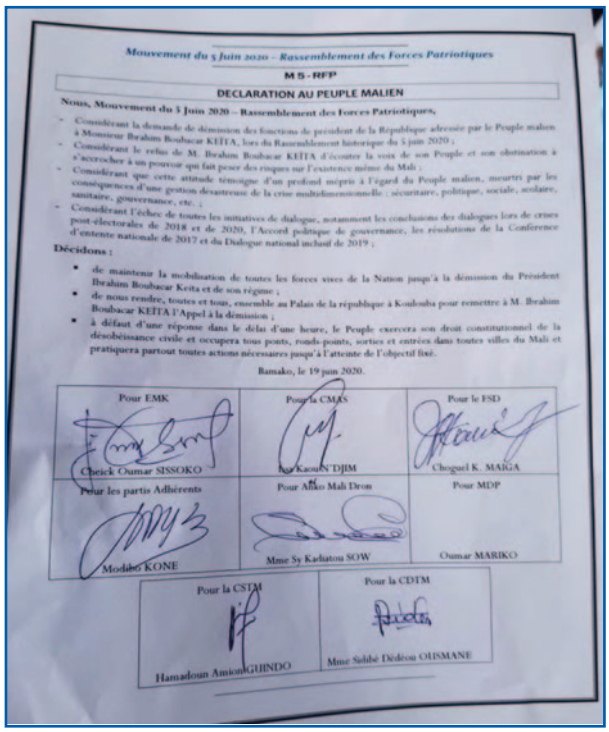
Le PSG a fait du PSG : pressing, intensité et qualité technique ont permis au rouleau compresseur de démarrer.
L'Inter Miami n'aura même pas fait illusion, asphyxiée dans son propre camp et avec deux joueurs (Messi et Suarez) qui ne participent pas aux efforts.
Il y a un monde d'écart entre les Parisiens et les Américains.
#coupe du monde des clubs



Tahirou J. Bah



Choguel Kokalla Maiga ce maître de la falsification historique se souvient de tout sauf de sa propre trahison. Lui signataire de la fameuse déclaration de désobéissance civile responsable de morts qu'il piétine sans le moindre remords.
Il parade, fanfaronne, s'attribue la lutte d'un peuple qu'il a poignardé dans le dos pour satisfaire sa boulimie maladive du pouvoir. L'ingratitude et l'égoïsme sont ses seules boussoles.
Toujours la même rengaine : lui, la victime. Lui le martyr. Lui, le pur. Son échec ? Jamais sa faute. C'est les autres. Toujours les autres.
Et quand il sent l'odeur du pouvoir, il devient un prédateur : il insulte, il humilie, il écrase. Il appelle ça analyse politique. En réalité, c'est juste la haine, la jalousie et la petitesse qui s'expriment sous un vernis de pseudo - intellectuel...
Tahirou Bah.



Mouvement du 5 Juin 2020 – Rassemblement des Forces Patriotiques

M5-RFP

DECLARATION AU PEUPLE MALIEN

Nous, Mouvement du 5 Juin 2020 – Rassemblement des Forces Patriotiques,

- Considérant la demande de démission des fonctions de président de la République adressée par le Peuple malien à Monsieur Ibrahim Boubacar KEITA, lors du Rassemblement historique du 5 juin 2020 ;
- Considérant le refus de M. Ibrahim Boubacar KEITA d'écouter la voix de son Peuple et son obstination à s'accrocher à un pouvoir qui fait peser des risques sur l'existence même du Mali ;
- Considérant que cette attitude témoigne d'un profond mépris à l'égard du Peuple malien, meurtri par les conséquences d'une gestion désastreuse de la crise multidimensionnelle : sécuritaire, politique, sociale, scolaire, sanitaire, gouvernance, etc. ;
- Considérant l'échec de toutes les initiatives de dialogue, notamment les conclusions des dialogues lors de crises post-électorales de 2018 et de 2020, l'Accord politique de gouvernance, les résolutions de la Conférence d'entente nationale de 2017 et du Dialogue national inclusif de 2019 ;

Décidons :

- de maintenir la mobilisation de toutes les forces vives de la Nation jusqu'à la démission du Président Ibrahim Boubacar Keita et de son régime ;
- de nous rendre, toutes et tous, ensemble au Palais de la république à Koulouba pour remettre à M. Ibrahim Boubacar KEITA l'Appel à la démission ;
- à défaut d'une réponse dans le délai d'une heure, le Peuple exercera son droit constitutionnel de la désobéissance civile et occupera tous ponts, ronds-points, sorties et entrées dans toutes villes du Mali et pratiquera partout toutes actions nécessaires jusqu'à l'atteinte de l'objectif fixé.

Bamako, le 19 juin 2020.

Pour EMK — Cheick Oumar SISSOKO
Pour la CMAS — Me Kassim TAPO
Pour le FSD — Choguel K. MAÏGA
Pour les partis Adhérents — Modibo KONE
Pour Appel Mali Dron — Mme Sy Kadiatou SOW
Pour MDP — Oumar MARIKO
Pour la CSTM — Hamadoun Amion GUINDO
Pour la CDTM — Mme Sélibé Dédéou OUISMANE



Mali Actu

Mali : Choguel Maïga, Ex-Premier Ministre, Dénonce la Transition et Parle d'« Espoirs Déçus » dans un Réquisitoire Choc !

Dans une tribune publiée le dimanche 29 juin, le Dr Choguel K. Maïga, ancien Premier ministre du Mali, a vivement critiqué la transition actuelle, qu'il a servie pendant plus de trois ans. Amère de son éviction, il exprime de profondes déceptions, affirmant que la situation du pays se détériore. Dans sa longue missive, il attaque frontalement les autorités, dénonçant un retour des "anciennes méthodes" du pouvoir déchu : pauvreté croissante, richesse ostentatoire, corruption généralisée, et répression des libertés (enlèvements, emprisonnements, menaces pour "délit d'opinion", etc.).

Le Dr Maïga accuse les autorités de vouloir "fabriquer une nouvelle classe politique" et de perpétuer les anciennes pratiques en abusant du pouvoir et en manipulant le sentiment patriotique face au terror!sme. Il s'érige en défenseur du peuple, avertissant que le Mali pourrait "retourner inexorablement à l'ancienne situation". Cependant, sa position est jugée curieuse par certains qui ironisent sur sa dénonciation de maux qui auraient "commencé par enchantement" après son départ. L'ancien Premier ministre, qui ne fait pas de nouvelles révélations, semble vouloir rester un acteur central du débat public, se positionnant comme le chef de file de l'opposition.

Que pensez-vous des accusations de Choguel Maïga ? La transition malienne est-elle sur la bonne voie ?

Donnez votre avis !

#Mali #ChoguelMaïga #TransitionMali #Politique #Actualités

La Rédaction



Abdoul Niang



« Les Maliens ont parfois le sentiment de pratiquement revenir aux années d'impunité à ciel ouvert, comme en 2009, avec ce qu'on a appelé « Air cocaïne », ou en 2017, quand un Ministre de la République autorisait officiellement la culture de marijuana dans notre pays », Choguel Kokalla Maïga



Création de l'Office National des Anciens Combattants, Militaires et Victimes de Guerre : Le CNT adopte un projet de loi

Le Conseil National de Transition (CNT) du Mali a franchi une étape décisive ce lundi 30 juin 2025, en approuvant à l'unanimité le projet de loi visant à établir l'Office National des Anciens Combattants, Militaires et Victimes de Guerre (ONAC). Sous la direction de l'Honorable Hamèye Founé Mahalmadane, cette mesure marque une volonté de moderniser et d'améliorer la prise en charge des anciens combattants et des militaires à la retraite, tout en comblant les lacunes de l'ordonnance de 2002.

Des innovations pour un soutien renforcé

Ce nouveau texte de loi prévoit la mise en place de plusieurs mesures novatrices, traduisant l'engagement du gouvernement malien à mieux accompagner et valoriser ceux qui ont servi leur pays :

- Extension des missions de l'ONAC : L'Office élargira ses attributions afin d'offrir un soutien plus complet.
- Inclusion de nouveaux bénéficiaires : Les retraités de la Police Nationale et de la Protection Civile seront dorénavant intégrés aux services de l'ONAC, reconnaissant ainsi leur rôle crucial dans la sécurité nationale.
- Reconnaissance et réparation : Le projet vise à reconnaître et à indemniser les préjudices subis par les anciens combattants et les victimes de guerre.
- Création de centres d'accueil : Des infrastructures dédiées à l'hébergement et aux soins seront érigées pour améliorer la qualité de vie des bénéficiaires.
- Mobilisation des retraités : Ces derniers pourront être sollicités comme réserve opérationnelle pour les Forces Armées, mettant en avant leur expérience et leur expertise.
- Commémoration de la mémoire : L'héritage des anciens combattants sera préservé et célébré.
- Encadrement technique : Les retraités auront l'opportunité de contribuer à la formation technique des forces de sécurité, transmettant ainsi leur savoir-faire.
- Réinsertion professionnelle et sociale : Des mesures seront prises pour faciliter la réinsertion des anciens militaires dans la vie professionnelle et sociale.

L'ONAC, un Établissement Militaire Social autonome

L'ONAC sera transformé en un Établissement Militaire Social, jouissant d'une personnalité juridique et d'une autonomie financière. Cette réforme ambitieuse témoigne de l'engagement renouvelé du Mali envers ceux qui ont sacrifié pour la nation, en reconnaissant et en valorisant leur contribution à la sécurité nationale.

Fatou Sissoko



Élection de Hamadou Fall Dianka au CREDAF : Kinshasa



L'élection de Hamadou Fall Dianka, Directeur général des Impôts du Mali, en tant qu'administrateur-représentant des pays de la zone Afrique de l'Ouest au sein du nouveau bureau du Centre de Réflexion et d'Échange des Dirigeants des Administrations Fiscales (CREDAF) a été un événement marquant qui a souligné le leadership et le dynamisme de l'administration fiscale malienne.

La 38ème Conférence annuelle du CREDAF s'est tenue à l'Hôtel Hilton de Kinshasa du 17 au 20 juin 2025, sous le thème "les nouveaux défis fiscaux : fiscalité environnementale et des ressources naturelles, fiscalité et genre, et fiscalité internationale". Cet événement a rassemblé les représentants de 30 pays autour des enjeux majeurs de la coopération fiscale et de la modernisation des administrations fiscales. En marge de la conférence, s'est déroulée l'assemblée générale de renouvellement des organes du CREDAF.

L'élection de Hamadou Fall Dianka en tant qu'Administrateur-représentant de la zone Afrique de l'Ouest au sein du bureau présidé par Barnabé Muakadi Muamba, Directeur général des Impôts de la République démocratique du Congo, a été perçue comme un grand honneur pour le Mali. Cette nomination confirme le leadership du pays et de son administration fiscale au sein de l'espace ouest-africain.

Cette conférence annuelle avait pour objectif d'accompagner les pays membres du CREDAF dans leurs projets de réforme, le renforcement de leurs capacités, l'échange d'expériences et la mutualisation des meilleures pratiques, ainsi que le développement de la coopération régionale et internationale face aux nouveaux défis fiscaux. Plus spécifiquement, il s'agissait d'identifier les meilleures pratiques actuelles et les perspectives pour améliorer les systèmes fiscaux des membres vers des normes internationales.

Arouna Sidibé

Niger : Les Présidents des Conseils de Transition des pays de l'AES par le président Tiani



Le Président de la République, Chef de l'État, Général d'Armée ABDOURAHAMANE Tiani a reçu en audience, le samedi 28 juin 2025, les Présidents des Conseils de Transition des pays de l'AES, ainsi que les Présidents des Assemblées Nationales du Tchad et du Ghana. Cette rencontre s'est tenue à Niamey dans le cadre de la cérémonie officielle d'ouverture de la Première Session du Conseil Consultatif de la Refondation.

La délégation, dirigée par Dr MAHAMADOU HAROUNA Djingarey, président du CCR du Niger, était composée de personnalités telles que l'Honorable BOUGOUMA OUSMANE, Président de l'Assemblée Législative de Transition du Burkina Faso, du Général de Corps d'Armée, l'Honorable Malick DIAW, Président du Conseil National de Transition du Mali, de l'Honorable Ali KOLOTOU TCHAIMI, Président de l'Assemblée Nationale du Tchad, et de l'Honorable Alban Sumana Kingsford, Président de l'Assemblée Nationale du Ghana.

À l'issue de l'audience, M. Mahamadou Harouna Djingarey a informé les médias que le Conseil Consultatif de la Refondation avait été officiellement installé et que sa première session avait été ouverte. Il a souligné la participation des pays membres de l'AES, notamment le Burkina Faso et le Mali, ainsi que du Ghana et du Tchad, des pays amis dont la présence était honorée lors de cette cérémonie.

Il a également mentionné que des échanges fructueux avaient eu lieu et que la délégation avait exprimé sa gratitude au Président de la République pour son soutien. Le Président, de son côté, a remercié les chefs d'État amis pour avoir délégué des personnalités éminentes de leurs parlements pour soutenir le conseil consultatif du Niger.

Cette audience s'est déroulée en présence de personnalités telles que M. Ali Mahaman Lamine Zeine, Premier Ministre et Ministre de l'Économie et des Finances, le Général de Division Mohamed Toumba, Ministre d'État de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de l'Administration du Territoire, le Dr Soumana Boubacar, Ministre Directeur de Cabinet du Président de la République, Porte-Parole du Gouvernement, et l'Ambassadeur Illo Adani, Conseiller Chargé des Questions stratégiques et Diplomatiques du Président de la République, Chef de l'État.

Arouna Sidibé

Formation professionnelle des jeunes au Mali : Lancement du projet "Chinfinw Ka Baara Sira"



Le 19 juin 2025 marque le commencement d'un projet ambitieux au Mali : "Chinfinw Ka Baara Sira", centré sur la formation professionnelle des jeunes. Ce programme s'inscrit dans le cadre de la "Vision 2063 du Mali Kura" qui met l'accent sur le développement du capital humain. D'un montant de 17 millions d'euros, soit plus de 11 milliards de F CFA, ce projet a été initié lors d'une cérémonie présidée par la ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Oumou Sall Seck.

La cérémonie a réuni de nombreux acteurs et partenaires, parmi lesquels le Chef de la délégation de l'Union européenne, la Coordinatrice résidente de LuxDev, ainsi que des représentants des régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et du District de Bamako. Financé par l'Union européenne à hauteur de 17 millions d'euros, ce projet vise à former et à accompagner 5500 jeunes maliens âgés de 15 à 35 ans, avec pour objectif la préparation à l'emploi salarié pour 10% des participants et un soutien à l'auto-emploi pour les 90% restants.

Le projet cible une diversité de profils, incluant des jeunes non scolarisés, déscolarisés, diplômés, techniciens qualifiés, personnes en situation de handicap et migrants de retour. Il se distingue par son modèle intégrant formation professionnelle, insertion économique et soutien à l'entrepreneuriat, en réponse aux besoins du marché du travail tout en tenant compte des réalités locales.

Dès le lendemain du lancement, le Comité de pilotage s'est réuni pour valider le premier plan opérationnel doté d'un budget de 1,09 milliard F CFA pour l'année 2025. Les actions prévues comprennent l'élaboration de modules de formation adaptés, la sélection et la formation de 300 jeunes, l'accompagnement de 70 migrants de retour et 50 jeunes en situation de handicap, ainsi qu'une étude approfondie des besoins du marché et des obstacles à l'insertion.

En parallèle, le PROFOR a organisé, du 10 au 12 juin 2025, une session de formation pour 40 formateurs qui encadreront 7516 jeunes dans des secteurs porteurs. Ces actions démontrent l'engagement du gouvernement malien à transformer la formation en opportunités durables, renforçant ainsi l'employabilité et l'autonomisation de sa jeunesse.

Fatou Sissoko

INPS : Formation de la Fédération Régionale des Associations de Retraités de Sikasso par la Direction Régionale



La Fédération Régionale des Associations de Retraités de Sikasso (FRAR) a récemment bénéficié d'une formation organisée par la Direction Régionale de l'INPS. Cette session était spécifiquement destinée aux membres du bureau exécutif de la FRAR et visait à les familiariser avec les procédures d'accès aux prestations de l'INPS. L'objectif principal de cette initiative était de permettre au bureau de mieux accompagner ses adhérents dans leurs démarches auprès de l'INPS.

La FRAR a sollicité cette formation auprès de la Direction Régionale de l'INPS, qui a favorablement répondu à cette demande en mettant en place cette session de formation. L'ouverture de la séance s'est déroulée à 9h30 en présence du Directeur Régional de l'INPS, Zeiny El Abidine. Ce dernier a souligné l'importance pour les responsables de la FRAR de renforcer leurs connaissances afin d'assurer un meilleur accompagnement des assurés sociaux.

Au cours de cette journée de formation, les membres du bureau exécutif de la FRAR ont pu approfondir leurs connaissances sur les différentes prestations offertes par l'INPS, ainsi que sur les procédures à suivre pour y accéder. Des échanges fructueux ont eu lieu entre les participants et les formateurs, permettant ainsi une meilleure compréhension des enjeux liés à la protection sociale des retraités. Cette initiative témoigne de l'engagement de la FRAR et de la Direction Régionale de l'INPS en faveur de l'amélioration de l'accompagnement des retraités dans l'accès à leurs droits sociaux. Elle s'inscrit dans une démarche de partenariat et de collaboration visant à renforcer le lien entre les associations de retraités et les organismes de protection sociale.

Fatou Sissoko

Abonnez vous à votre journal numérique
Malikilé
pour recevoir les dernières informations
Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

INSTITUT NATIONAL DE PREVOYANCE SOCIALE

DIRECTION GENERALE
SERVICE DES RELATIONS PUBLIQUES

INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

COMMUNIQUÉ

La Direction Générale de l'INPS informe les retraités et rentiers ivoiriens qu'elle procédera à l'arrêt définitif des paiements des pensions de l'année 2024, le mercredi 30 avril 2025.

Pour ceux qui n'ont pas encore touché leurs pensions et rentes: ils peuvent se présenter dans les lieux habituels de paiement. Passé ce délai, les montants seront reversés à la partie ivoirienne.
La Direction des relations extérieures sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Bamako, le 10 mars 2025
La Direction

© SRP INPS 2025

Reprise en main des mines d'or : L'affirmation de la souveraineté économique

Le Mali s'engage résolument dans une stratégie de renforcement de son contrôle sur les leviers économiques majeurs et de modernisation de son administration. Les décisions du Conseil des Ministres du vendredi 27 juin 2025 à Koulouba, sous la présidence du Général d'Armée Assimi Goïta, Président de la Transition, s'inscrivent pleinement dans cette démarche. Ces mesures, allant de l'autonomisation législative à la reprise en main d'actifs miniers stratégiques, dessinent un État plus souverain, agile et déterminé à optimiser la gestion de ses ressources.

Cette dynamique nouvelle éclaire également la fermeté de Bamako dans le litige qui l'oppose à Barrick Gold concernant le complexe aurifère de Loulo-Gounkoto. C'est dans ce sens que le gouvernement malien a consolidé sa capacité d'action et ses outils de gouvernance à travers plusieurs initiatives clés qui concernent les réformes Institutionnelles liées au secteur aurifère, douanier et des transports et la modernisation administrative des structures de gestion dédiées.

La décision la plus emblématique de ce Conseil des Ministres concerne le secteur minier, avec la cession des parts de l'État dans les sociétés des Mines d'Or de Yatéla S.A. et de Morila S.A. à la Société de Recherche et d'Exploitation des Ressources Minérales du Mali (SO.RE.MI.MA) S.A. Cette initiative marque une volonté politique claire de reprendre le contrôle direct sur des actifs aurifères stratégiques.

Créée en 2000, la mine de Yatéla a vu ses activités suspendues en 2016 suite à une baisse des cours, malgré des réserves non épuisées. Face au désengagement de Sadiola Exploration Limited, l'État malien a acquis 80% des actions le 16 octobre 2024, prenant ainsi le contrôle total pour éviter la fermeture et sauvegarder les emplois. Quant à la mine de Morila, également établie en 2000, avec un capital initialement détenu à 20% par l'État, elle a connu des difficultés similaires.





Après le désintérêt des opérateurs Anglogold Ashanti et Randgold Resources, puis l'abandon par Firefinch Limited en 2022, laissant d'importants passifs environnementaux et financiers, l'État malien a signé un protocole d'accord avec Firefinch le 6 mai 2024 pour en assurer la reprise.

Ces cessions gratuites à la SO.RE.MI.MA S.A. visent à combler le vide de gouvernance laissé par le départ des opérateurs privés. Elles s'inscrivent dans une logique de protectionniste et de patriotisme économique sur des ressources stratégiques et souveraines, affirmant la détermination de l'État malien à gérer directement l'exploitation de ses richesses aurifères, garantir la continuité des opérations et préserver les emplois locaux. Tout en renforçant la souveraineté du pays au plan intérieur.

Le conflit persistant avec Barrick Gold sera un test grandeur nature de notre puissance sur la gestion des ressources minérales du Mali, du nord au sud et d'est en ouest.

La reprise des mines de Yatéla et Morila renforce la stratégie du Mali de consolider son emprise sur le secteur minier et contextualise la position ferme de l'État face à Barrick Gold concernant le complexe aurifère de Loulo-Gounkoto. Ce différend majeur met en lumière une confrontation aux enjeux financiers, souverains et réputationnels considérables.

Pour rappel, à l'origine de ce litige, après des mois de tensions et la suspension de la production par Barrick Gold en janvier 2025, l'État malien a pris le contrôle provisoire de la mine de Loulo-Gounkoto. Cette décision prise le16 juin 2025 fait suite à des revendications financières gouvernementales, estimées entre 300 et 600 milliards de FCFA (environ 529 millions à 1,05 milliard de dollars US), que Barrick conteste fermement.

Loulo-Gounkoto est un actif stratégique, ayant produit plus de 800 000 onces d'or en 2024, soit un tiers de la production industrielle du pays. L'impasse a persisté malgré une tentative de règlement à l'amiable en février 2025, marquée par le blocage des exportations d'or en novembre 2024 et la saisie de trois tonnes d'or par les autorités début 2025.

La désignation d'un ancien ministre de la Santé, Soumana Makadji, comme administrateur provisoire, bien que non expert minier, souligne la forte volonté politique de l'État d'affirmer son contrôle et de restaurer les revenus vitaux.

Voies juridiques et risques

La décision du Tribunal de Commerce de Bamako de placer la mine sous administration provisoire pour six mois a été immédiatement contestée par Barrick, qui a interjeté appel au niveau national et déposé une requête auprès du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI). Cette double approche teste la complexité du différend. Pour le Mali, l'administration provisoire offre un contrôle immédiat et une perspective de revenus, mais elle expose le pays à un risque juridique international et à des dommages réputationnels. Pour Barrick, l'appel et le CIRDI visent à retrouver le contrôle de son investissement. La coexistence de voies juridiques nationales et internationales est un test crucial pour la protection des investisseurs et l'applicabilité des traités d'investissement, susceptible de créer un précédent en Afrique de l'Ouest.

Cependant, un impact sur l'investissement et la production est espéré pour contrecarrer ce conflit qui envoie un signal ambivalent aux in-

vestisseurs étrangers. Bien que le Mali ait été retiré de la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI) le 13 juin 2025, reconnaissant ses progrès en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, par cette dispute, Barrick cherche à saper la confiance et la prévisibilité du cadre d'investissement. L'expiration du permis de Loulo en février 2026 représente un enjeu capital pour Barrick (perte potentielle de l'investissement) et un levier stratégique puissant pour le Mali (possibilité de nationalisation sans compensation), poussant inévitablement vers une crispation des positions entraînant de gré une résolution par les voies juridiques ou un règlement à l'amiable avec versement des sommes réclamées.

Cette perspective de Résolution semble même s'éloigner en dehors des trois scénarios principaux qui restaient les dernières cartes. Le règlement à l'amiable : les parties parviennent à un accord mutuellement acceptable, permettant la reprise de la production. Cela nécessitera un apprentissage des échecs précédents et un véritable compromis ; la résolution par le CIRDI : le différend est tranché par l'arbitrage international, avec des implications financières et réputationnelles significatives pour la partie jugée en tort ; l'impasse prolongée et expiration du permis : le conflit perdure au-delà de février 2026. Le Mali pourrait obtenir le contrôle juridique total, mais au prix d'une perte de revenus immédiats et de graves dommages réputationnels à long terme pour l'attractivité minière.

Conclusion, la vérité à entendre pour que le Mali soit souverain sur son or et parvienne à structurer le marché de l'or, ce sont les dernières décisions du Conseil des Ministres du 27 juin 2025. Elles marquent une étape décisive dans l'affirmation de la souveraineté malienne par la reprise en main des mines d'or de Yatéla et Morila avec la création de la SO.RE.MI.MA, combinée à l'ambition de moderniser l'administration et les infrastructures logistiques. Ce qui démontre une volonté politique claire de l'État de reprendre le contrôle de ses richesses et de rationaliser ses opérations.

Face à des géants miniers comme Barrick Gold, le Mali envoie ainsi un message fort : les partenariats devront désormais s'inscrire dans des cadres équilibrés et transparents, sous peine d'une intervention directe de l'État pour protéger ses intérêts nationaux. Le défi pour le Mali est désormais de maintenir cet équilibre délicat entre l'affirmation de sa souveraineté et la préservation d'un climat d'investissement international propice à son développement durable.

Khaly-Moustapha LEYE
Source : L'Aube



Baccalauréat Malien 2025 : Aucune information de fuite de sujets, de fraude et de falsification !



Du lundi 23 juin au jeudi 26 juin 2025, la Session 2025 du Baccalauréat malien a eu lieu dans tous les centres d'examen du Mali.

Cette année, ils étaient plus de 199.444 candidats à composer dans 533 centres d'examens à travers tout le Mali. Pendant la période d'examen nous avons sillonné certains centres d'examen pour s'imprégner de la déroulée du bac. Le satisfecit est total : cette année les examens ont eu lieu dans la plus grande transparence et dans le calme. Les 3F (fuite-fraude-falsification) ont été endiguées.

Au Mali, depuis des années maintenant, les examens de fin d'année se passent dans la plus grande transparence. Et ce, grâce aux efforts des acteurs du système de l'éducation et surtout la dynamique impulsée par le Chef du département de l'Education nationale, Dr Amadou Sy Savané. Du constat général, il ressort que les autorités semblent trouver une solution définitive à la fuite des sujets et d'autres formes de fraudes. Ce qui dénote d'année en année des surveillances intensifiées dans les salles d'examen. Toute chose qui donne une crédibilité aux diplômes obtenus. Et aussi un autre facteur important relève du fait que le programme scolaire et académique est exécuté à bon échéant au Mali.

Des chefs de centre satisfaits de l'organisation

Selon Issa Traoré, l'un des chefs de centre au Groupe scolaire Aminata Diop de Lafiabougou,

au niveau de ce centre, tout s'est passé dans le calme. Ce centre composé de plus d'une vingtaine de salles était destiné aux candidats dans les séries de Sciences sociales. A l'en croire, cette année les épreuves ont eu lieu dans le calme et la sérénité, avec en toile de fond la sécurité totale. « Je peux dire que tout va bien. Tout le monde est mobilisé pour ça, les surveillants, les forces de sécurité ainsi que les chefs de centres »,a-t-il dit. À ses dires, les instructions ont été données pour bien fouiller les candidats et aussi d'interdire les téléphones dans les centres. Il a profité de l'occasion pour saluer les efforts des autorités pour qu'il y ait un examen digne de ce nom.

Pour sa part, Sidy Dembélé, l'un des chefs de centre du Groupe scolaire Wa Kamissoko de Lafiabougou abondera dans le même sens. A savoir, que les examens se déroulaient dans un climat paisible. Et de poursuivre que depuis le premier jour qu'aucune anomalie n'a été constatée. Une chose rare dans un processus des examens au Mali. Toutefois il a reconnu que les fouilles des candidats étaient intenses et que certaines filles se plaignaient des gestes déplacés. « Les surveillants ne faisaient que leur travail avec professionnalisme », a-t-il précisé. Selon lui, leur centre accueillait les élèves en Terminale Langues et Littérature.

Idem pour les élèves également

Selon Lassana Soukouna, Élève en TSS, cette année les sujets rimaient avec les évènements qui sont d'actualité. Et d'affirmer qu'à partir des leçons apprises enseignées dans les classes, il a pu faire quelque chose et compte réussir au moment des proclamations des résultats. « Oui on était prêt et on n'a pas eu une année compliquée »,a-t-il souligné. Il dira que les surveillants les ont un peu fatigués mais que c'était normal parce que certains élèves sont capables de tout. « Depuis le début, je n'ai jamais entendu qu'un sujet aurait fuité. On dirait qu'ils ont tout bloqué »,a-t-il témoigné.

Pour Salimata Diallo, Élève en TLL, elle a salué la bonne tenue des épreuves mais que la façon dont les surveillants fouillaient les gens, dépassait souvent les limites. « Dans leurs fouilles aucune partie du corps n'était épargnée. Souvent ils nous touchaient de partout. Beaucoup de personnes se plaignaient de cela »,a-t-elle dit. En toute sincérité, elle reconnait que les sujets n'ont pas été compliqués cette année. Avant d'ajouter qu'elle est sûre qu'il y aura beaucoup de cas de réussite. C'est également notre vœu le plus cher.

Adama Tounkara
Source : Le Sursaut



Plaidoyer contre les drogues au Mali : Les jeunes s'engagent pour une riposte collective et durable



Dans un contexte marqué par l'augmentation alarmante du trafic de drogue et de la consommation de stupéfiants au Mali, une session de plaidoyer inédite s'est tenue ce samedi à Magnambougou, dans l'enceinte du Projet Jeunes Bamako, sous le thème : « Mobilisation des acteurs pour une réponse concertée à la problématique des drogues au Mali ».

Organisée par WANEP-Mali, en partenariat avec le Réseau des Jeunes Médiateurs pour la Paix (RJMP), le Club Malien de Convergence (CMC) et d'autres membres du consortium Just Future, cette session visait à renforcer l'action collective face à un fléau qui touche de plein fouet la jeunesse malienne.

Une menace transversale qui interpelle tous les acteurs

Le trafic de drogues et la banalisation de leur usage, notamment dans les milieux urbains et périurbains, préoccupent de plus en plus les autorités, la société civile et les familles. Le phénomène est alimenté par la pauvreté, le chômage, l'insécurité persistante, mais aussi la perte des repères sociaux. Les substances circulant dans les rues maliennes vont du tramadol au cannabis, en passant par des drogues artisanales dangereuses comme le Skunch ou le Mirage.

La session de plaidoyer a mis en lumière l'ampleur du problème, à travers la présentation des données du Système national d'Alerte Précoce (NEWS-Mali), qui identifie Bamako,

Kayes, Koulikoro, Dioïla, Bougouni et Gao comme des zones particulièrement touchées.

Un espace d'échange intergénérationnel et multisectoriel

La rencontre a réuni près de 40 participants, issus de diverses institutions : représentants du ministère de la Jeunesse, forces de sécurité (Police, Gendarmerie, Douanes, Office Central des Stupéfiants), services sociaux et sanitaires, enseignants, élus locaux, membres d'organisations de la société civile, jeunes leaders, ainsi que des partenaires techniques et financiers.

Des jeunes engagés ont présenté des initiatives locales de prévention et de sensibilisation, notamment dans les quartiers sensibles de Bamako, soulignant l'importance d'une approche communautaire. Des panels thématiques ont permis de croiser les perspectives entre professionnels de la santé, forces de sécurité et acteurs de terrain.

Une fiche de plaidoyer pour structurer l'action

L'un des temps forts de la session a été la présentation et la validation officielle d'une fiche de plaidoyer élaborée par WANEP, le RJMP et le Club CMC. Ce document synthétise les constats partagés, les attentes des communautés et les pistes d'action prioritaires en matière de lutte contre la drogue. Il servira de référence pour les futures actions de sensibilisation et d'interpellation politique.

Vers une feuille de route d'engagements concrets

En clôture, une feuille de route commune a été adoptée par l'ensemble des participants. Celle-ci précise les rôles de chaque acteur (jeunes, autorités, OSC, forces de sécurité) et fixe des étapes de suivi pour veiller à la mise en œuvre des recommandations formulées.

Une jeunesse résolument en première ligne

À travers cette session de plaidoyer, les jeunes maliens ont réaffirmé leur volonté d'être au cœur des solutions. Comme l'a rappelé un participant : « Si nous sommes les premières victimes, nous devons aussi être les premiers acteurs du changement. »

Prochaines étapes

Les organisateurs entendent désormais diffuser largement la fiche de plaidoyer auprès des institutions nationales, mobiliser les médias communautaires pour relayer les messages de sensibilisation, et poursuivre la structuration d'un réseau d'alerte et de prévention local piloté par les jeunes.

Cette activité s'inscrit dans le cadre du programme "Just Future", mis en œuvre par un large consortium d'ONG nationales et internationales, visant à renforcer la justice, la sécurité et la gouvernance participative au Mali.

Yacouba Ongoiba



OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de **23, 918 MILLIARDS FCFA**

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

BAMAKO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

(+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

contact@oclei.ml www.oclei.ml



Déclaration de Séville : L'Afrique demande des actes, pas des promesses

La ville andalouse de Séville accueille depuis ce lundi 30 juin 2025 les travaux de la 4e Conférence Internationale sur le Financement du Développement (FfD4), un rendez-vous crucial pour repenser l'architecture financière mondiale et accélérer la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030. La conférence a enregistré la participation de plusieurs Chefs d'État et de gouvernement, parmi lesquels le Premier ministre du Mali, ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, le Général de Division Abdoulaye MAIGA, représentant le Président de la Transition. Il conduit une délégation malienne composée de membres du gouvernement et de hauts cadres de l'administration.

Une photo de famille et des poignées de main chaleureuses ont marqué l'ouverture officielle des travaux, témoignage du climat de coopération internationale que les Nations Unies entendent renforcer à travers cette conférence.

Engagement espagnol et diagnostic onusien

Le Roi d'Espagne ainsi que le Président du gouvernement espagnol ont pris la parole à l'ouverture pour exprimer la disponibilité totale du Royaume d'Espagne à accompagner les pays en développement, notamment dans les domaines du financement innovant, de la transition énergétique et de la réforme des institutions financières internationales.

Prenant ensuite la parole, le Secrétaire Général de l'ONU, António Guterres, a salué les progrès accomplis dans plusieurs pays, tout en déplorant la lenteur persistante dans l'atteinte des objectifs de développement, soulignant la nécessité de passer des engagements aux actions concrètes.

Le Mali au cœur du dialogue global

Dans ce contexte, le Premier ministre malien prendra la parole dans les prochaines heures pour porter la vision du Président de la Transition, une vision axée sur une refondation inclusive, une gouvernance responsable, et la souveraineté financière des États africains. Le Mali entend également plaider pour une meilleure représentativité des pays africains dans les instances financières internationales et pour un accès équitable aux financements climatiques et de développement. En marge des sessions plénières, les membres du gouvernement malien participeront à plusieurs tables-rondes thématiques portant sur les flux financiers illicites, la réforme de la fiscalité mondiale, le rôle du secteur privé, la dette durable, ainsi que les mécanismes de financement innovants adaptés aux réalités africaines.

Une Déclaration de Séville en perspective

Les travaux de la FfD4 devraient aboutir à l'adoption d'un document final intitulé « Déclaration de Séville », qui devra refléter les engagements communs des États membres en faveur d'un système financier mondial plus juste, plus transparent et plus résilient face aux chocs multiples : crises sanitaires, conflits géopolitiques, changements climatiques et déséquilibres économiques. Cette conférence s'inscrit dans la continuité des précédentes éditions de Monterrey, Doha et Addis-Abeba, mais se veut également une réponse urgente à l'essoufflement du multilatéralisme et à la montée des inégalités mondiales.

Moctar Sow



Refondation au Niger : L'AES affiche son unité autour du Conseil Consultatif



La capitale nigérienne a accueilli ce week-end la session inaugurale du Conseil Consultatif de la Refondation (CCR), une institution clé dans la conduite de la transition politique en cours au Niger. Dans un climat de solennité et de fraternité sahélienne, la cérémonie a donné lieu à des gestes hautement symboliques, marquant l'unité d'intention et d'action des pays membres de l'Alliance des États du Sahel (AES) : le Mali, le Burkina Faso et le Niger.

Une cérémonie de lancement empreinte de fraternité sahélienne

Dès l'ouverture des travaux, le ton a été donné : la refondation n'est plus un combat isolé, mais une dynamique régionale partagée. En témoigne la présence remarquée de délégations de haut niveau venues de Bamako et Ouagadougou. L'Honorable Malick Diaw, président du Conseil National de Transition (CNT) du Mali, et le Dr Ousmane Bougouma, président de l'Assemblée Législative de Transition (ALT) du Burkina Faso, figuraient parmi les invités d'honneur.

Leur participation n'était pas de pure forme : elle traduisait un acte politique fort, celui d'un engagement mutuel entre États en transition, confrontés à des défis similaires, mais portés par une volonté commune de refonder en profondeur leurs institutions, leur souveraineté et leur rapport à l'État.

À l'issue de la cérémonie d'ouverture, des cadeaux symboliques ont été remis aux présidents de parlement invités. Ce geste, chargé de sens, a été largement salué dans la salle comme une marque d'estime, mais surtout de reconnaissance mutuelle entre les membres de l'AES. Des applaudissements nourris ont accompagné ces moments de fraternité, illustrant la densité du lien politique et humain qui s'est tissé entre les dirigeants de ces trois pays.

Le Conseil Consultatif de la Refondation : une clé de la transition nigérienne

Le Conseil Consultatif de la Refondation est conçu comme un organe stratégique de dialogue national et de participation citoyenne, destiné à orienter les grandes lignes de la transition politique au Niger. Il regroupe diverses composantes de la société : représen-



tants des forces vives, responsables religieux, chefs traditionnels, membres de la société civile, et désormais, des interlocuteurs politiques des pays amis.

Son installation officielle s'inscrit dans la continuité des efforts engagés depuis la prise du pouvoir par le Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP), pour bâtir un nouveau contrat social, à travers une démarche inclusive, souveraine et ancrée dans les réalités nigériennes.

La présence d'homologues parlementaires de pays partenaires de la région vise à renforcer cette ambition de coproduction démocratique des modèles de gouvernance et d'encourager l'échange d'expériences entre organes de transition. Le Mali et le Burkina Faso, qui disposent chacun d'une solide expérience en matière de transition encadrée par des institutions législatives exceptionnelles, ont été chaleureusement sollicités pour partager leur expertise.AES : d'une alliance sécuritaire à une vision politique commune

La solidarité exprimée à Niamey n'est pas une simple courtoisie diplomatique. Elle est le reflet d'un processus d'intégration politique en gestation, au sein de l'Alliance des États du Sahel (AES). Initialement fondée pour la coordination sécuritaire entre les trois pays confrontés à des insurrections jihadistes et à des menaces multiples, l'AES prend de plus en plus la forme d'un cadre géopolitique structurant, fondé sur :

- des visions communes de la souveraineté ;
- des approches concertées de la gouvernance;
- et une volonté partagée de rupture avec les modèles imposés de l'extérieur.



Les gestes posés à l'occasion de cette session inaugurale du CCR, les discours prononcés et la qualité des interactions entre délégations, traduisent la montée en puissance d'un espace politique sahélien unifié, où les choix de société ne sont plus dictés par des modèles occidentaux, mais construits à partir des aspirations des peuples et des contextes locaux.

Une dynamique irréversible ?

Le processus de refondation engagé au Niger, et soutenu activement par le Mali et le Burkina Faso, participe d'un mouvement de réappropriation du destin politique et institutionnel des peuples du Sahel. En renforçant les liens entre leurs organes législatifs de transition, les trois pays de l'AES tracent peu à peu les contours d'une nouvelle diplomatie sahélienne, plus solidaire, plus stratégique, et surtout résolument tournée vers l'avenir.

Alors que les critiques fusent depuis l'extérieur contre ces processus de rupture, l'image forte projetée à Niamey vient rappeler que les peuples africains — quand ils le décident — peuvent bâtir des modèles politiques autonomes, légitimes et crédibles, dans le respect de leur histoire et de leurs aspirations.

Moctar Sow

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Musique : Polémique autour de l'annulation du concert d'IBA ONE au Zénith de Paris



L'annulation du concert très attendu du rappeur malien IBA ONE, prévu le 5 juillet 2025 au Zénith de Paris, a plongé la scène culturelle malienne et africaine dans une controverse de grande ampleur. Après un communiqué officiel accusant le promoteur d'une série de manquements, la société Diffusion Events a répondu de manière cinglante, déclenchant une vague de réactions de la part des fans et de l'entourage de l'artiste.

Dans un communiqué diffusé le 27 juin 2025, IBA ONE, de son vrai nom Ibrahim Sissoko, a justifié l'annulation du concert en pointant du doigt plusieurs défaillances de l'organisateur, notamment le non-paiement de la salle, de la sonorisation, de l'éclairage, de la sécurité, des billets d'avion et de l'hébergement pour lui et son équipe. Ces manquements, selon l'artiste, rendaient impossible la tenue du concert dans des conditions acceptables.

En réponse, Diffusion Events a contesté vigoureusement ces accusations en révélant que deux acomptes pour la location du Zénith avaient été versés, que les services de sécurité et de sonorisation sont réglés après l'événement, et que la faible vente de billets rendait le concert économiquement non viable. L'organisateur a également reproché à IBA ONE un manque de concertation et de respect du calendrier de promotion.

La réplique des fans et de l'entourage de l'artiste ne s'est pas faite attendre. Ils ont pris la parole sur les réseaux sociaux pour dénoncer ce qu'ils considèrent comme une tentative de manipulation de la part de Diffusion Events. Ils affirment que des preuves visuelles montrent une vente de billets bien supérieure à ce qui a été avancé par l'organisateur, et soulignent que la catégorie 1 Gradin-Assis était déjà épuisée en mars 2025.

Cette polémique autour de l'annulation du concert d'IBA ONE met en lumière les tensions entre l'artiste et l'organisateur, ainsi que la difficulté de démêler la vérité au milieu de versions contradictoires. Les fans restent mobilisés et réclament des explications transparentes pour faire la lumière sur cette affaire qui secoue la scène musicale malienne.

Fatou Sissoko

28e anniversaire du retour de Hong Kong dans la mère patrie : Entre intégration réussie et ouverture au monde



Le 1 juillet 1997, Hong Kong est retournée à la mère patrie qu'est la partie continentale de la Chine. Ce retour marquait l'application du principe constitutionnel de la République populaire de Chine "Un pays, deux systèmes", c'est-à-dire un mode de gouvernance de la région administrative spéciale (RAS) de Hong Kong. Tout en étant sous la souveraineté de la Chine, la RAS de Hong Kong dispose d'un degré d'autonomie élevé dans les domaines économique, commercial, financier, et juridique. Depuis la rétrocession de Hong Kong à la mère patrie, elle a connu une prospérité sans précédent, devenant ainsi un centre financier international au succès florissant.

28 ans après la rétrocession, selon le classement de l'annuaire 2025 de la compétitivité mondiale publié par l'International Institute for Management Développent (IMD) à Lausanne, en Suisse, Hong Kong se hisse à la troisième place du classement mondial de la compétitivité. Hong Kong occupe également la première place du classement en matière politique fiscale et de législation des affaires. Hong Kong attire de nombreux investisseurs à travers le monde qui développent leurs activités en toute quiétude. La RAS attire aussi de nombreux touristes, dénotant une mise en oeuvre efficiente du principe "Un pays, deux systèmes." D'après les statistiques, la Hong Kong Exchanges and Clearing Limited (HKEX) a gagné la première place dans la collecte mondiale de fonds au cours du premier semestre de 2025, avec un montant total de 14 milliards de dollars. Le nombre de visiteurs étrangers venus à Hong Kong au cours des cinq premiers mois de l'année a augmenté de 18% en glissement annuel, et un certain nom-

bre de grandes entreprises internationales s'y sont redomiciliées. Hong Kong a, au fil des ans, renforcé son statut de hub financier mondial.

Si Hong Kong connaît une réputation internationale en tant que centre financier stable et attrayant, cela est dû à un environnement législatif rassurant propice au développement d'affaires et à l'accès de capitaux internationaux. En bénéficiant d'un appui constant et soutenu de la partie continentale et au regard de sa position, Hong Kong a su mettre en place un cadre propice à un développement de haute qualité. Le développement sans précédent de la partie continentale a innervé de manière conséquente le système financier de Hong Kong, son marché des capitaux actif et son marché des introductions en Bourse florissant. A titre illustratif, en 2025, le ministère chinois des Finances a annoncé l'émission d'un total de 68 milliards de yuans (environ 9,46 milliards de dollars) de bons du Trésor libellés en renminbi en six tranches dans la Région administrative spéciale de Hong Kong. La riche culture de Hong Kong ouverte sur le monde témoigne de sa vitalité en tant que destination touristique mondiale. Enracinée dans ses traditions ancestrales et résolument tournée vers la modernité, la RAS de Hong Kong écrit l'histoire de sa prospérité entre intégration à la mère patrie et ouverture au monde.

De par sa position stratégique, Hong Kong joue un rôle clé dans la vitalité de la Grande Baie Guangdong-Hong Kong-Macao. Grâce au pont de 55 km, le plus long pont-tunnel maritime au monde, reliant la RAS de Hong Kong, la RAS de Macao et Zhuhai, ville de la province du Guangdong, les flux des échanges ont connu un bond extraordinaire. Hong Kong occupe une place prépondérante dans cette prouesse infrastructurelle unique au monde. Lors des vacances de la fête du Printemps de 2025, le pont a enregistré des chiffres records de flux. Selon les autorités d'inspection frontalière de Zhuhai, plus de 454 000 voyages de passagers et plus de 69 000 voyages de véhicules ont été enregistrés au poste frontière Zhuhai durant les quatre premiers jours des vacances de la fête du Printemps, respectivement en hausse de 22% et de 32% en base annuelle. Plus de 3 millions de voyages de véhicules immatriculés à Hong Kong ou à Macao y ont été enregistrés en 2024, ce qui représente 55% de son trafic total. La grande Baie Guangdong-Hong Kong-Macao offre à Hong Kong davantage d'opportunités de consolider sa position de connecteur et d'améliorer son statut de centre financier, de transport et de commerce international et de promouvoir le développement de ses services professionnels, de ses industries d'innovation et de technologie.

Le 28e anniversaire de la rétrocession de Hong Kong s'appréhende donc sous l'angle d'un succès inédit de l'application du principe "Un pays, deux systèmes." Le principe a permis de créer un environnement de stabilité et de confiance entre la mère patrie et la RAS. Il a ouvert une ère de prospérité commune et hissé Hong Kong au rang de centre financier mondial rassurant et attrayant. En dépit d'un contexte économique mondial incertain, Hong Kong continue de bâtir sa réputation hub financier international et de destination touristique prisée à l'échelle de la planète. Le principe "Un pays, deux systèmes" illustre à souhait son efficacité et sa pertinence. Elle offre un modèle concret d'une intégration réussie de Hong Kong à la mère patrie et un symbole de l'ouverture de la Chine au monde entier.

Source : cgtn.com



La véritable crise de la fécondité : Un rapport alarmant de l'UNFPA sur l'état de la population mondiale en 2025



Un récent rapport de l'UNFPA sur l'état de la population mondiale en 2025, intitulé "La véritable crise de la fécondité", a été présenté à Nairobi, au Kenya. Ce rapport met en lumière des conclusions importantes issues d'une enquête menée auprès de 14 000 personnes dans 14 pays différents. Les résultats remettent en question certaines idées reçues et révèlent des constats surprenants.

L'une des principales conclusions de l'étude est que la plupart des individus souhaitent avoir des enfants, même dans des pays où les taux de fécondité sont bas. Cependant, de nombreux couples se heurtent à des obstacles majeurs qui les empêchent d'atteindre la taille de famille qu'ils désirent. Il est important de souligner que la diminution des taux de fécondité est souvent due à ces obstacles, et non au fait que les individus "choisissent de ne pas avoir d'enfants".

Les barrières économiques sont identifiées comme l'un des principaux facteurs limitant le nombre d'enfants que les individus souhai-

tent avoir, cité par plus de la moitié des répondants. Ce constat met en lumière la nécessité de mettre en place des mesures telles que la flexibilité sur le lieu de travail, des services de garde d'enfants accessibles, des logements abordables, ainsi que la nécessité de mettre fin aux normes sexistes qui pèsent principalement sur les femmes en matière d'éducation des enfants.

Par ailleurs, le rapport met en lumière le manque d'accès à l'information, aux services et produits de santé reproductive, notamment les contraceptifs, comme l'une des raisons expliquant la forte fécondité dans certaines régions. Les normes culturelles et sociales pronatalistes exercent également une pression sur les couples pour avoir un grand nombre d'enfants.

Des données alarmantes révèlent que de nombreuses adolescentes commencent à procréer à un jeune âge, avec des taux allant jusqu'à 11% chez les adolescentes de 15 ans et 66% chez celles de 19 ans. Plus de la moitié d'entre elles se marient avant l'âge de 18 ans, ce qui soulève des préoccupations majeures en termes de santé maternelle et infantile.

Ce rapport de l'UNFPA rappelle l'importance de sensibiliser et d'agir face à la crise de la fécondité qui touche de nombreuses régions du monde. Il souligne la nécessité d'adopter des politiques et des mesures concrètes pour soutenir les aspirations des couples en matière de parentalité, tout en garantissant le respect des droits et de la santé reproductive des femmes et des adolescentes.

Arouna Sidibé



Coupe du Monde de basketball U-19 : Les jeunes talents maliens brillent lors de leur première victoire



Les jeunes talents maliens ont entamé de manière victorieuse leur campagne à la Coupe du Monde de basketball U-19 en battant la Serbie sur un score serré de 72-70. Cette première rencontre, qui s'est déroulée le samedi 28 juin à Lausanne, en Suisse, a été un véritable défi pour l'équipe malienne.

Actuels champions d'Afrique des U-18, les joueurs maliens participent à cette compétition mondiale des moins de 19 ans qui se déroule en Suisse du 28 juin au 6 juillet. Sous la direction de l'entraîneur Moussa Cissé, l'équipe a su se démarquer dès son premier match en remportant une victoire précieuse dans un match particulièrement disputé. Dans l'autre rencontre du groupe, l'Argentine s'est inclinée face à la Nouvelle-Zélande sur un score de 72-77.

Les jeunes Maliens se préparent maintenant à affronter la Nouvelle-Zélande ce dimanche à 12h00 pour leur deuxième match de groupe. Cette rencontre s'annonce cruciale pour la suite de leur parcours dans la compétition, et les supporters du Mali sont impatients de voir comment l'équipe va se comporter face à un adversaire redoutable.

Cette victoire initiale met en lumière le potentiel et le talent de cette équipe malienne, qui espère marquer les esprits lors de cette Coupe du Monde U-19. Les supporters du Mali sont fiers de leurs jeunes joueurs et les encouragent à poursuivre sur cette lancée positive pour aller le plus loin possible dans le tournoi.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous aurez mis la barre très haut. Ne comptez que sur vous-même pour arriver au but, un cap sera franchi. Votre manque de sommeil ces derniers temps a créé des désordres qu'il vous faut maintenant rétablir.
L'ambiance pousse à trier, à ranger, à classer, à nettoyer. C'est aussi un bon jour pour vérifier n'importe quelles données : les esprits sont lucides et l'œil, acéré. Suivez votre instinct et faites le ménage !

Taureau (20 avril- 19 mai)

Sortez du quotidien vous portera chance. Il y a de nouvelles connaissances en vue et finalement vous n'aurez pas perdu de temps. C'est en vous consacrant à vos loisirs que vous arriverez à trouver la détente. Levez le pied des affaires du quotidien.
De bonnes nouvelles et un moral au top vous soulagent et vous donnent l'énergie et le sourire. Vous voilà prêt à positiver en voyant l'existence du bon côté et à passer à la vitesse supérieure pour aller de l'avant !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Des freins dans vos échanges et communication vous frustrent. Ne comptez que sur vous-même aujourd'hui. Malgré une tendance à trop réfléchir vous garderez l'équilibre en vous aérant au grand air, au sens propre comme au figuré. Vous ressentez une certaine lassitude. Face à une situation de remise en question, vous adoptez une hygiène de vie irréprochable car les oppositions planétaires ne vous permettent guère de vous ressourcer comme vous en avez actuellement besoin.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Le téléphone n'arrête pas de sonner, les contacts vont bon train... N'hésitez pas à négocier et parler de vous. Vous devrez lâcher prise sur vos idées fixes pour retrouver votre dynamisme et vous offrir du grand air. Vous aérer est indispensable. Heureux, épanoui, bien dans vos baskets, vous faites régner une chaleureuse ambiance autour de vous. Votre bonne humeur est contagieuse et est source de plaisirs intenses. Alors, profitez-en pleinement pour donner un coup de fouet à vos relations et tisser de nouveaux liens.

Lion (22 juillet - 23 août)

Vous allez en apprendre long sur une personne de votre entourage. Gardez le secret. Vous vivez davantage en accord avec vous-même. Votre insouciance vous expose aux excès de toutes sortes, prenez des précautions !
L'ambiance invite à la douceur du bien-être à la maison ou de la sérénité au travail. Occupez-vous utilement, soignez vos diverses relations, ne vous pressez pas et profiter bien de tous les petits plaisirs de la vie, ce sera alors une belle journée.

Vierge (23 août 23 septmbre)

Un irrépressible besoin de vous amuser se fait sentir aujourd'hui. Profitez-en pour casser avec la routine, pour donner un nouveau souffle à votre vie amicale ou vous distraire à travers l'un de vos loisirs préférés.
Vous adoptez un comportement plus sage, plus modéré et plus jovial. Du coup, cela permet à vos relations d'évoluer dans une ambiance de bien-être et de respect mutuel. Vous gagnez en popularité et vote présence est grandement appréciée.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Vous allez pouvoir prouver vos talents de médiateur à l'occasion d'un conflit dans votre entourage. La forme est présente, vous êtes presque électrique, parce que vous avez refoulé certains besoins, accordez-vous du temps pour votre vie privée.
Il vous sera difficile d'échapper à certains travaux. Gardez le sourire, votre popularité s'en trouvera renforcée. D'ailleurs, ce n'est pas plus mal de vous habituer aux changements qui sont maintenant devenus indispensables.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La chaleur de vos relations vous donne l'élan de surmonter vos craintes et vous prouve leur solidité. Cependant, Il serait bon de vous octroyer davantage de temps pour vous seul, en toute tranquillité. Accordez-vous une petite pause bien-être. Aujourd'hui, vous avez pleinement confiance en vous pour prendre votre élan, envisager l'avenir sous un autre jour et renoncer à d'anciennes habitudes qui vous freinent. Cette remise en question est extrêmement positive car elle sera source de grandes satisfactions futures.

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

La lenteur des uns et l'entêtement des autres risquent de vous mener à des conflits aussi stériles que fatigants. Il vaudrait peut-être mieux vous adapter pour profiter de cette situation sans la subir, faites vos comptes, assainissez vos finances ! Ne prenez pas de décision immobilière : des arbres cachent la forêt, vous n'avez pas de vue d'ensemble et les grains de sable risquent de se glisser dans vos plans les mieux élaborés. Consacrez plutôt cette journée à affermir votre situation sociale ou professionnelle.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Une personne plus âgée que vous saura vous apaiser positivement et vous faire réfléchir dans la bonne direction. Vous êtes aspiré à profiter de la vie et à vous consacrer à ce que vous aimez, un peu de tempérance serait la bienvenue.
Aujourd'hui, vous êtes plein de bonnes résolutions pour agir efficacement, être plus à l'écoute des autres et faire le tri entre l'essentiel et le superflu. Cette journée est riche d'apprentissages. Vous franchirez un seuil supplémentaire sur le chemin de la maturité.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous aurez raison de suivre vos pulsions spontanées et de ne pas tout raisonner ! Voici le moment de vous octroyer de la vraie détente, de permettre à votre organisme de se régénérer dans la décontraction la plus totale possible.
Si vous avez un travail axé sur le relationnel, vous êtes submergé de contacts et de demandes. Sortez de votre coquille ! Il y a des festivités en vue et des échanges agréables sur le plan amical.

Poisson (19 février - 21 mars)

Vous êtes actuellement en mesure de proposer et d'obtenir. Le ciel semble vous accorder la grâce des autorités et vos perspectives tournées résolument vers l'avenir en séduisent plus d'un. Votre vision du monde évolue, s'élargit et vos idéaux se modifient.
Grâce à l'atmosphère actuelle vous avez pleinement confiance en vous et la répartie nécessaire pour remettre ceux qui se trompent à leur place et rétablir l'harmonie au sein de vos relations.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com